

La famille d'Agnès Dury assassinée au Burundi réclame justice

Le Monde | 09.06.10 Quelle justice pour les ressortissants français tués à l'étranger ? Point de vue - Séverine Dury | Le 31 décembre 2007, à la tombée de la nuit dans la ville de Ruyigi, dans l'Est du Burundi, des rafales de Kalachnikov criblent à bout portant le véhicule de l'ONG Action contre la faim dans lequel se trouvent cinq jeunes femmes. Deux balles atteignent deux volontaires humanitaires fran saises à : une d'elle entrainera de très graves blessures, l'autre sera mortelle. Agnès Dury décède après plusieurs heures d'agonie et de délire. Elle avait 31 ans et s'engageait pour la première fois dans l'humanitaire. C'était ma s ur. Dans les premiers mois, l'information judiciaire pour assassinat et tentative d'assassinat est conduite très efficacement à : autopsie du corps d'Agnès une fois rapatrié, et extraction de la balle meurtrière, déplacement " clair" d'experts pour une reconstitution des faits et analyse des tirs sur le véhicule, saisie d'armes transportées en France pour un examen balistique approfondi.

Depuis ce déplacement de trois jours effectué début mars 2008, nous, la famille d'Agnès et les autres parties civiles, demandons en continu que des policiers se rendent au Burundi pour procéder aux auditions des rescapées burundaises, des témoins, des personnes suspectées par les autorités judiciaires locales et toute autre personne susceptible d'apporter des éléments pertinents. Quoi de plus normal dans une procédure pour assassinat à ? Mais deux ans et demi après, l'enquête de terrain n'a pas encore eu lieu. Cumul d'inconséquences à ? Ou volonté cachée de ne pas faire à ? J'ai entendu ministres, directeurs de cabinet, conseillers spéciaux de directeurs de cabinet, procureur, juge. Tous m'ont assuré que "ce dossier est prioritaire" et retient toute leur attention. Prioritaire, oui, mais après le reste. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères, rencontré en novembre 2009, nous assure du soutien de l'ambassade de France au Burundi qui mettra tout en œuvre pour accueillir la délégation de policiers fran sais et faciliter l'exécution de leur mission. Dès lors de cette année, elle sera la première à émettre des réserves sur leur venue, qui seront suivies d'effet. Quoi de plus dérangeant que des enquêteurs venant poser des questions dans un moment aussi diplomatiquement délicat qu'une période préélectorale ? Depuis, le Burundi a entamé son marathon démocratique, comprenant l'élection présidentielle du 28 juin, périple qui durera quatre mois à ! Michèle Alliot-Marie, garde des sceaux, sollicite du fait des lenteurs de la procédure et des enjeux du calendrier burundais nous a opposé une surcharge dans son emploi du temps pour motiver un refus de nous rencontrer. Nous sommes dans l'attente d'une réponse effective à notre demande de nomination d'un magistrat de liaison au Burundi pour appuyer la procédure fran saise dans le pays. METTRE FIN AU SIMULACRE DE JUSTICE AUQUEL NOUS ASSISTONS Cette absence manifeste de volonté politique de voir aboutir cette enquête est, de plus, largement perceptible dans sa traduction technique à : aucune coordination entre les trois ministères concernés à " justice, intérieur, affaires étrangères " n'est organisée. Chacun ses protocoles, gère ses nécessités de service, ses réalités budgétaires, et renvoie le cas échéant la responsabilité d' cision à l'autre à, tandis que le chef de l'instruction est en pleine béatitude attentiste. Tous les actes de la procédure o t  demandés oralement ou formellement à la juge d'instruction par les parties civiles. Est-il écrit dans le code de procédure p onale qu'il incombe aux victimes d'initier l'instruction ? La seule chose qui nous échappe : les délais. Un an pour décider de mandater les enquêteurs pour un nouveau déplacement. Un an de plus pour réunir les conditions de ce déplacement. Sans aucune prise en compte des échéances burundaises, malgré nos alertes. Combien de temps encore pour le rendre effectif ? Nous n'avons pas de date, aucune assurance que des policiers se rendront en nombre suffisant et pour une durée conséquente au Burundi pour effectuer cette enquête, auquel tout citoyen fran sais à droit, en théorie. Madame Alliot-Marie, Messieurs Hortefeux et Kouchner, il est du ressort de vos ministères de s'articuler avec intelligence pour que toute la lumière soit faite dans cette affaire. Monsieur Hortefeux, je vous appelle à vous engager personnellement à autoriser un nombre de policiers conséquent à se rendre sur place pour une durée à la hauteur de la complexité de l'enquête. Madame Alliot-Marie, il vous appartient de tout mettre en œuvre pour mobiliser le ministère de la justice à être plus efficace dans cette affaire, notamment pour qu'enfin, une date de départ soit officiellement annoncée au plus tard en septembre. Monsieur Kouchner, par votre ministère, vous avez le devoir de vous engager à faciliter au maximum cette mission au Burundi afin qu'à l'issue du processus électoral en cours au Burundi, l'enquête puisse enfin avancer. Ces actions concrètes et à votre portée me semble-t-il, mettront fin au simulacre de justice auquel nous, famille, assistons depuis deux ans et demi. Quel est le sens du mot "justice" quand son expression se voile derrière des délais inexplicables et inexplicables, des prétextes, des arguments sans fondement, voire des absences de réponse à ? Sauf à vouloir le muer en celui d'"impunité"   ? Séverine Dury